

Les Notes du PRé

GUERRE ET ENVIRONNEMENT : LE CAS SYRIEN

Présentée par Mathilde JOVE

12-11-2018

SOMMAIRE

- INTRODUCTION

I- L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU CONFLIT SYRIEN

- a) Le territoire syrien avant la guerre : une zone déjà vulnérable, page 4
- b) Les prévisions post-conflit : un avenir environnemental incertain, page 7
- c) Les maladies et problèmes de santé publique : des conséquences déjà visibles, page 11

II- LA GESTION PROSPECTIVE DE L'ENVIRONNEMENT POST-CONFLIT

- a) Appréhender la crise agricole à venir, page 15
- b) Anticiper le risque politique : un défi environnemental institutionnel, page 17
- c) La gestion future des déchets : une nécessité régionale, page 20

- CONCLUSION, page 22

INTRODUCTION

La question des impacts environnementaux des conflits armés a fait l'objet d'un grand nombre d'études scientifiques et universitaires ces deux dernières décennies. Si l'aide aux populations et la gestion humanitaire des sites restent la priorité, s'intéresser aux conséquences environnementales de la guerre est également un aspect primordial.

Face à l'urgence de certaines situations, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a ainsi créé une « Post-conflict and disaster management branch »¹ afin d'intervenir sur ces problématiques, et une Journée internationale de la prévention et de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé a été instaurée. À cette occasion, Ban Ki-Moon, l'ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), avait déploré les situations de lutte pour prendre possession de ressources naturelles, ou la surexploitation de celles-ci à cause de la guerre, ce qui, malheureusement, est loin de constituer le phénomène environnemental le plus inquiétant de ces conflits armés. Sur une dizaine d'années, le climat est régulièrement mis en cause et son association à d'autres facteurs aggravants sont à l'origine de répercussions politiques et internationales parfois extrême, comme la mise sous tension des sociétés arabes². Les régions du Moyen-Orient, d'Asie Mineure et du Maghreb sont particulièrement sensibles et vulnérables à ces conséquences si l'on considère en plus la problématique des régimes autoritaires en place et installés depuis les années 1960 et 1980³. Comme l'explique le spécialiste de géopolitique et d'études stratégiques, chercheur au Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (CIRPES), également haut fonctionnaire au développement durable, Jean-Michel Valantin, dans son ouvrage *Géopolitique d'une planète dérégulée : « C'est le cas en Tunisie avec le régime de Ben Ali, en Libye avec celui de Kadhafi, en Egypte avec Hosni Moubarak et en Syrie avec Bachar el-Assad, fils et héritier de Hafez el-Assad. Ces pays connaissent des croissances démographiques explosives, la moitié de la population de ces pays ayant moins de vingt ans, et les régimes en place ne proposent aucune perspective éducative, professionnelle et existentielle à la population en général, ni à la jeunesse en particulier. »* Il expose notamment une ébauche de problèmes posés par la guerre et les conséquences environnementales de l'armement, qui, bien au-delà de l'impact au sol et immédiat que l'on connaît, sont porteurs d'atteintes à long terme que nous avons encore du mal à évaluer : « *Ces complexes⁴ sont porteurs d'atteintes à l'environnement à travers plusieurs phénomènes. (...). D'abord, les armements sont grands consommateurs de matières premières et d'énergie à travers les recherches scientifiques militaires, les mises au point, les extractions de minéraux, la fabrication, le commerce, les manœuvres militaires. Ensuite, les armements sont aussi facteurs de pollutions et accroissent l'insécurité environnementale, ainsi pour nous en tenir au seul domaine nucléaire ces pollutions se produisent à partir de nombreux accidents nucléaires⁵. Ces pollutions se produisent aussi à partir des déchets nucléaires militaires qui ont entraîné de graves pollutions, non seulement dans une partie des océans mais tout simplement par exemple sur le sol français.* ».

¹ Pôle qui s'occupe de la gestion des désastres environnementaux et de l'après-conflit

² Jean-Michel Valantin, *Géopolitique d'une planète dérégulée, le Choc de l'Anthropocène* (Seuil, 2017)

³ J-M Valantin

⁴ Jean-Marc Laveille, *Construire la paix*. Tome I: Les armements détruisent l'humanité et tome II: L'humanité détruira les armements (éditions La Chronique Sociale, Lyon, 1988)

⁵ Lev Giltsov, Nicolai Mormoul, Leonid Ossipenko, *La dramatique histoire des sous-marins nucléaires soviétiques* (éditions Robert Laffont, 1992)

Ces quelques lignes introduisent un problème majeur de la guerre : la contamination des sols et des lieux de combats sur plusieurs décennies et la difficulté que l'on a encore aujourd'hui à traiter les déchets chimiques et organiques après les conflits. Les deux grandes guerres mondiales du XXe siècle forment un exemple incontestable de cette pollution latente dont il est encore difficile de prévoir les conséquences des centaines d'années plus tard. C'est également le cas d'autres conflits majeurs du XXe siècle comme la guerre du Vietnam ou encore les guerres d'Irak et d'Afghanistan qui se prolongent jusque dans les années 2000. Cependant, les conséquences environnementales de la guerre sont loin de s'arrêter à la gestion des armes et des traces qu'elles laisseront sur les lieux chargés d'affrontements. L'impact de la guerre sur l'environnement d'un pays va bien plus loin que cela : les problèmes sociaux, de santé publique, agricoles et politiques viennent s'ajouter au bilan final et renforcent un peu plus le défi à relever qui devient finalement presque éducatif et social davantage qu'une simple question de décontamination physique. Le conflit Syrien, qui débute le 15 mars 2011, ne fait pas exception à ces difficultés. Sept années de guerre plus tard, les conséquences environnementales sont déjà dramatiques et bien visibles. De nombreux scientifiques internationaux avancent des thèses impliquant la responsabilité des conditions climatiques ayant notamment impacté les récoltes agricoles et la gestion de l'eau au sein du territoire comme étant un facteur d'éclatement du conflit à son origine même. La Syrie a effectivement connu de nombreuses années de grande sécheresse historique qui ont précédé le conflit, et il n'est pas impossible que cette difficulté ait joué un rôle dans le lancement de cette guerre.

Toutefois, accuser l'environnement d'un conflit armé d'une telle ampleur revient également à omettre le véritable défi que pose ces affrontements : la gestion rétroactive d'un paysage dévasté et le secours humanitaire de centaines de milliers de personnes réfugiées et déplacées qui devront à nouveau pouvoir accéder aux ressources primaires du pays et réinstaller progressivement une activité agricole, qui semble pour l'instant illusoire dans l'état des terres syriennes, laissées à l'abandon et devenues cimetières d'armes chimiques et physiques, ne permet aucun espoir d'activité à court terme. A cela s'ajoute la question du pouvoir politique : qui prendra la place du président syrien Bashar al-Assad ? Quelles seront ses mesures pour restaurer l'environnement syrien et comment instaurer une véritable politique écologique incluant la gestion des déchets domestiques et l'éducation des populations locales sur la nécessité d'être vigilant, alors même que celles-ci viennent de traverser l'enfer ? Ces interrogations s'orientent donc vers la même problématique principale qui englobe l'intégralité des défis environnementaux causés par le conflit syrien : Dans quelle mesure le conflit syrien doit-il devenir une des préoccupations environnementales majeures des prochaines décennies à l'échelle régionale et internationale ?

Etudier ainsi un tel conflit encore actif et dont la fin est loin à court terme d'être assurée revient à émettre des hypothèses purement spéculatives sur l'état du territoire post-conflit notamment grâce au peu de données scientifiques auxquelles nous avons déjà accès aujourd'hui. Cependant, il est toutefois possible d'avancer des scénarios prévisibles notamment grâce à l'étude des conflits passés depuis le début de l'utilisation des armes chimiques et nucléaires, c'est-à-dire, depuis la première guerre mondiale en passant notamment par un panorama des guerres les plus destructrices comme la guerre du Vietnam. Il est également nécessaire d'intégrer les guerres d'Irak et d'Afghanistan, qui, par leur proximité géographique et par la similitude des caractéristiques climatiques des pays, permettent d'entrevoir le futur de la Syrie sur la prochaine décennie.

I- L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU CONFLIT SYRIEN

a) Le territoire syrien avant la guerre : une zone déjà vulnérable

A l'heure actuelle, le territoire syrien est confronté à de graves problèmes environnementaux naturels et anthropiques qui doivent être résolus d'urgence. Le plus pressant est lié à la pénurie et la contamination de l'eau, la dégradation des sols, la pollution, les déchets solides et la mauvaise gestion de ceux-ci, ainsi que la perte de la biodiversité et la pollution maritime. La dégradation de l'environnement affecte maintenant la santé et la productivité économique de la population. L'incidence des maladies liées à l'environnement est élevée et une récente étude de l'institut World Bank Study est arrivée à la conclusion que le coût annuel des dégradations environnementales représente environ 2.3% du PIB du pays. Les changements environnementaux indésirables sont déterminés par de nombreux facteurs, y compris la croissance démographique, l'urbanisation, l'intensification de l'agriculture, l'augmentation de la consommation d'énergie et le transport, mais surtout l'incapacité des pouvoirs publics à mettre en place une meilleure gestion capable d'améliorer la situation actuelle. La pauvreté reste également encore un problème majeur. Malgré cela, la Syrie tente aujourd'hui de rattraper son retard en tentant de s'aligner avec les normes régionales et internationales en vigueur quant à la sécurité environnementale du pays⁶. Au-delà du conflit, la Syrie fait face à de graves problèmes environnementaux datant d'avant le conflit. La qualité de l'air y est particulièrement mauvaise. La Syrie est confrontée à de graves problèmes de pollution atmosphérique principalement dans les zones industrielles de la zone côtière (Tartous, Banyas, Lattaquié), dans les Midlands (Hama, Homs) ainsi que dans les grandes villes comme Alep et Damas⁷. Les principales sources de cette pollution atmosphérique sont les émissions industrielles importantes du Complexe d'engrais, les cimenteries, les centrales électriques et les raffineries, la faible efficacité des chauffages domestiques, une flotte de transport relativement ancienne (malgré des efforts considérables pour renouveler la flotte) et la qualité du carburant. Le pétrole brut syrien contient de fortes concentrations de soufre et un grand nombre de véhicules fonctionnent au diesel. Le nombre total de véhicules est passé de 960 000 à 1,2 million pour la période 2002-2006, entraînant une pollution supplémentaire. L'absence de normes d'émission appliquées aggrave le problème. Des stations de surveillance de la qualité de l'air ont été établies récemment dans certaines grandes villes, mais le système n'en est encore qu'à ses débuts et les résultats n'ont pas encore été traduits en actions. Pour ce qui est de l'eau, les ressources en eau renouvelables de la Syrie sont estimées à 10-18 milliards de m³ / an (selon le type d'évaluation), avec environ 33% provenant des eaux souterraines, 24% des ressources en eau de surface, 36% dans la région de l'Euphrate et environ 7% sont situés dans la Rivière du Tigre. Ces ressources sont maintenant presque entièrement exploitées. Les estimations suggèrent une croissance annuelle d'une demande d'environ 2% au cours des 20 prochaines années, ce qui entraînera des déficits sur de vastes zones dans tout le pays. Le réseau d'irrigation de 500 000 ha de la Syrie représente 89% de l'utilisation de l'eau. Seulement 7% sont utilisés à des fins domestiques et 4% pour les secteurs industriels, commerciaux et touristiques. La consommation d'eau potable par habitant se situe entre 82 litres par jour dans les zones rurales et 176 litres par jour dans les zones urbaines. La baisse des niveaux des eaux souterraines dans diverses régions témoigne d'appauvrissement des eaux souterraines. La raison principale est l'extraction excessive des eaux souterraines pour l'irrigation, pratique qui ressemble notamment à celles étudiées pour

⁶ <https://www.leconflitsyrienpourlesnuls.org/document/i-de-la-revolution-a-la-guerre-civile/bref-rappel-la-syrie-avant-2011/>

⁷ cep syria_2009_en%20(1).pdf

l'Afghanistan. Durant la période 2001-2002, par exemple, l'utilisation des eaux souterraines dans l'agriculture a dépassé 150% des ressources⁸. La pénurie d'eau est exacerbée par une mauvaise qualité de l'eau, en particulier dans les zones à forte à activités économiques. La pollution des eaux de surface et souterraines par des agents pathogènes, nitrates, ammoniac ou les métaux ne sont désormais plus un secret dans certains bassins hydrographiques en raison de la collecte inadéquate et des pratiques de traitement ainsi que l'application large et souvent incontrôlée de produits chimiques agricoles. Des mesures ont été prises, telles que l'adoption de lois sur l'eau et l'environnement, des conseils de gestion et la légalisation de création d'associations d'usagers de l'eau sont régulièrement créés. Un plan national de gestion de l'eau définissant un cadre à long terme pour le développement durable du secteur de l'eau est nécessaire mais n'existe pas actuellement. Le secteur de l'eau syrien est l'un des secteurs prioritaires qui nécessitent des réformes au niveau national. Jean-Michel Valantin, dans son ouvrage *Géopolitique d'une planète dérégulée*, explique le phénomène ainsi : « *La crise qui éclate en Syrie en 2011 est en fait en préparation depuis le début des années 2000, du fait du soutien volontariste, voire coercitif, du gouvernement syrien à la croissance des productions de blé et de coton. Cette politique, qui vise à installer la production syrienne de coton sur le marché global des matières premières, fait passer les rendements de 300 000 tonnes en 2000 à plus de 600 000 tonnes en 2009. Le coton et les céréales nécessitant énormément d'eau, le nombre de puits passe de 135 000 en 1999 à plus de 213 000 en 2007, ce qui entraîne une surexploitation et un effondrement catastrophique du niveau des aquifères et des nappes phréatiques. Or, comme nous l'avons vu précédemment, la Syrie connaît ne sécheresse d'une ampleur et d'une intensité historiques à partir de 2006 qui dure jusqu'en 2011, date de l'explosion du conflit syrien.* » Au niveau des ressources terrestres, La Syrie est gravement touchée par la dégradation des terres et la désertification : il a été estimé qu'environ 10,9 millions d'hectares équivalent à 59% de la superficie du pays sont affectés d'une manière ou d'une autre par la désertification et qu'environ 3,16 millions d'hectares de terres, soit environ 18%, ont sérieusement souffert de la dégradation. Une diminution de la productivité du sol est observée en particulier dans les terres irriguées à cause de l'utilisation excessive de l'eau pour l'irrigation, des systèmes d'irrigation inadéquats et de l'utilisation inadéquate des produits agrochimiques. Cela se produit principalement le long des grandes rivières et dans les basses terres côtières. De nombreux champs agricoles ne sont plus cultivés à cause de la forte salinisation⁹. L'article publié dans *Horizon*, le magazine de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) explique qu'une évaluation à l'échelle du pays a conclu que 3 000 à 5 000 ha de terres autrefois irriguées doivent être retirés de l'agriculture chaque année en raison de la salinisation extrême. En conséquence, des travaux plus récents ont été axés sur le drainage et la restauration des zones existantes, plutôt que d'en développer de nouvelles. Le gouvernement Syrien à travers le ministère de l'Irrigation, à l'aide de fonds nationaux considérables, a commencé en 2001 un plan ambitieux sur la réhabilitation et la modernisation des anciens projets d'irrigation pour améliorer l'efficacité du transport et minimiser les pertes de distribution. Cependant, le niveau d'adoption de ces techniques reste faible, notamment en raison du manque de confiance des agriculteurs vis-à-vis des retours financiers. Les produits agrochimiques sont largement utilisés en Syrie, avec des applications fréquentes et inappropriées. L'érosion des sols est particulièrement sévère dans les zones arides de Badia, la vaste région semi-désertique de la partie centre-est du pays avec ses grands troupeaux, causés

⁸ <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/08/SINA/53507>

⁹ http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers11-10/37369.pdf

par une utilisation saisonnière et spatiale inappropriée, la culture de terres marginales, la couche supérieure du sol abimée par les véhicules, et encore accélérée par le changement climatique¹⁰. Le nombre de bétail dans le Badia syrien a constamment augmenté au cours des dernières décennies, et le niveau actuel dépasse clairement la capacité de charge de cet écosystème fragile. Le phénomène de surpâturage est observé dans toute la zone de Badia et est en partie dû à la disponibilité d'aliments pour les animaux subventionnés, ce qui permet de soutenir des niveaux élevés de bétail¹¹. Les recherches indiquent notamment qu'une sédentarisation croissante de la population bédouine a conduit à la concentration de bétail autour des colonies, avec de graves conséquences pour la dégradation des terres. Le travail au sol dans la zone de Badia avec des cultures de plein champ comme l'orge a exacerbé la situation, notamment car les labours rendent les sols très vulnérables à l'érosion éolienne. Il n'existe pas de système de propriété foncière parmi les Bédouins qui pourraient créer une forme d'incitation à ne pas abuser des terres. Le changement climatique avec des périodes plus fréquentes de sécheresse constitue une menace supplémentaire pour la terre de Badia. En termes de politiques environnementales, Le Conseil pour la protection de l'environnement et le développement durable est l'autorité compétente globale en Syrie en temps normal et a la responsabilité d'établir la politique nationale et de coordonner les activités environnementales et l'adoption de lois, règlements et plans d'action environnementaux. Il est composé de représentants de tous les ministères sectoriels ainsi que de représentants d'importantes parties prenantes non gouvernementales. Le ministère de l'Administration Locale et de l'Environnement est assisté par un certain nombre de consultants techniques et de comités secondaires, et opère à travers deux agences exécutives : d'une part, la Commission générale pour les affaires environnementales (GCEA), qui est une branche sous la tutelle du ministère et qui le conseille sur les questions politiques et techniques à la fois et à l'échelle locale. Cette organisation travaille à travers plusieurs directions centrales, y compris celles sur la biodiversité, la sécurité de l'eau, la sécurité foncière, le changement climatique, la sécurité atmosphérique, la chimie en matière de sécurité, l'évaluation de l'impact environnemental, la sensibilisation du public, etc. et d'autre part, le Centre d'études environnementales, qui est la branche scientifique et qui détient le pouvoir de mener des activités de contrôle de la pollution, de surveillance et de recherche et de coordonner des missions avec des organismes de recherche nationaux et internationaux. Outre ces données générales sur l'état de la Syrie avant le conflit, il est important de s'intéresser aux dernières années qui ont précédé le conflit. Un phénomène de sécheresse record a été enregistré, sécheresse qui peut être liée au changement climatique, et qui a dévasté le secteur agricole de la Syrie de 2007 à 2010¹². Une théorie consiste à dire que cette sécheresse pourrait avoir contribué au déclenchement de l'insurrection dans ce pays en 2011, selon des chercheurs américains notamment. Le journal Canadien *La Presse* explique le phénomène ainsi¹³ : « Cette sécheresse, la plus sévère dans les annales, a frappé la principale région agricole dans le nord de la Syrie, forçant les agriculteurs et éleveurs ruinés à émigrer vers les villes où la pauvreté, la mauvaise gestion de l'État syrien et d'autres facteurs ont nourri la révolte qui a explosé au printemps 2011. » Ce phénomène est décrit dans des travaux américains

¹⁰ http://www.persee.fr/doc/paleo_0153-9345_1981_num_7_2_4295

¹¹ [cep.syria_2009_en%20\(1\).pdf](http://cep.syria_2009_en%20(1).pdf)

¹² <http://www.atlantico.fr/decryptage/syrie-guerre-climatique-retour-liens-complexes-entre-secheresse-migration-et-conflit-3149006.html>

¹³ <http://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201503/02/01-4848844-la-secheresse-record-un-element-a-lorigine-du-conflit-en-syrie.php>

de recherche publiés dans les Comptes-rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS). Richard Seager, un climatologue de l'Université Columbia s'exprime en ces termes : « *Il n'est pas dit que la sécheresse est la cause de la guerre mais qu'elle s'est ajoutée à tous les autres facteurs, contribuant ainsi au conflit qui a fait au moins 200 000 morts et déplacé des millions de personnes (...) Et le réchauffement climatique en cours, résultant des activités humaines, a probablement contribué à la sévérité de la sécheresse dans cette région* ». Cette sécheresse, comme décrit précédemment, a notamment frappé la région qui s'étend du nord de la Syrie à certaines zones de la Turquie et de l'Irak. Cette région a toujours connu des variations naturelles du climat. Le média canadien expose ainsi son analyse de la situation : « *Mais des scientifiques du monde entier, s'appuyant sur les recherches existantes et leurs travaux, ont montré que depuis 1900 le « croissant fertile » a connu une augmentation de 1 à 1,2°C de la température ainsi qu'une réduction d'environ 10% des précipitations. Ces tendances correspondent bien à ce que montrent les modèles ordinateurs sur l'influence des activités humaines sur le réchauffement du climat, en l'occurrence les émissions de gaz à effet de serre, et ne peuvent pas être attribuées à la variation climatique naturelle, affirment les auteurs de cette recherche.* »

b) Les prévisions post-conflit : un avenir environnemental incertain

Après avoir dressé l'état des lieux et le profil environnemental en Syrie en temps de « paix », il est désormais temps de revenir au présent et de s'intéresser aux perturbations du territoire liées au conflit pour enfin tenter de prévoir la catastrophe environnementale qui s'annonce. Il ne fait aucun doute désormais que le conflit syrien va perturber énormément le paysage environnemental du territoire. Le conflit en cours en Syrie devrait avoir un impact désastreux sur l'environnement et la santé publique, selon une nouvelle étude publiée par l'Organisation Non Gouvernementale néerlandaise PAX Christi, reconnue comme ONG consultative auprès des institutions internationales de l'ONU et de l'Union Européenne, qui explique que toutes ces années de combats ont laissé les villes dans les décombres et provoqué des dégâts considérables sur les sites industriels, les infrastructures critiques et l'industrie pétrolière : « *la pollution due à ces formes de dommages est susceptible d'entraîner des risques aigus et chroniques pour les civils et aura un impact à long terme sur l'environnement dont ils dépendent* ». "Suite aux nouvelles attaques de la Russie à Alep ou à proximité, où de nombreux complexes industriels traitent des produits chimiques dangereux, les risques environnementaux et de santé publique du conflit en cours ne feront que s'aggraver", a déclaré Wim Zwijnenburg, chef de projet « Désarmement Humanitaire » au sein de PAX¹⁴, également coordinateur du Forum européen sur les drones armés (EFAD) et auteur de nombreux rapports, articles et documents politiques sur l'utilisation et la prolifération des drones armés. Selon ces études et les analyses des combats jusqu'à présent menées, basées sur l'imagerie satellitaire, la surveillance des médias sociaux et les rapports des agences des Nations Unies, on ne peut constater l'existence de problèmes majeurs concernant les endroits où les produits chimiques dangereux sont stockés et traités. Les installations industrielles telles que les industries chimiques et l'industrie pétrolière ainsi que les infrastructures critiques telles que les centrales électriques et les systèmes d'eau et d'égouts ont subi de graves dommages. Le bombardement des zones résidentielles a causé la destruction de la majorité de celles-ci. Cela a créé des millions de tonnes de gravats, dont certains contiennent des matériaux dangereux tels que l'amiante, les métaux lourds et les déchets toxiques des armes classiques. Basées sur l'étude des conflits antérieurs, les prévisions en Syrie peuvent être évaluées à plusieurs échelles. Le conflit ressort comme étant particulièrement

¹⁴ <https://blogs.paxvoorvrede.nl/2014/07/07/toxic-footprint-of-syrias-war/>

ravageur. Ce faisant, il appelle à un suivi environnemental plus détaillé, à un mécanisme de réponse plus efficace et à davantage de partage des données sur les risques environnementaux avec les agences des Nations Unies et les organisations humanitaires déjà actives en Syrie. Wim Zwijnenburg, explique le phénomène ainsi : *"La Syrie avait beaucoup investi dans sa base industrielle avant le conflit, mais beaucoup de ces installations, ainsi que d'autres infrastructures essentielles ont été lourdement endommagée en augmentant la contamination locale des sols et des eaux souterraines, mais la surveillance de ces sites et l'évaluation de leur impact potentiel sur le plan humanitaire et environnemental n'ont reçu que peu ou pas de priorité jusqu'ici."* La lutte a également conduit à de graves conséquences indirectes telles que l'effondrement de la gouvernance environnementale, entraînant l'accumulation de déchets ménagers, médicaux et industriels et l'apparition de maladies transmissibles. L'émission de déchets et le déversement de déchets pourraient polluer les sources d'eau souterraine. Les civils dans les zones riches en pétrole ont commencé à faire des raffineries de pétrole, en les exposant à des substances dangereuses en temps de paix, les conditions sont fortement réglementées. PAX, dans le cadre du réseau *Toxic Remnant of War* récemment lancé, « *exhorte les États et les organisations internationales à inclure ces menaces environnementales dans leurs travaux en cours dans la région et appelle à un partage plus coordonné des données afin de soutenir des mécanismes de réponse plus rapides et efficaces* ». Selon le rapport, protéger les civils et l'environnement dans lequel ils vivent nécessiterait un examen plus approfondi, ainsi qu'une coopération et un financement accrus pour ces activités d'autant plus nécessaires. Le rapport affirme que la protection de l'environnement pendant et après les conflits est une question humanitaire, mais que la protection juridique est faible et que l'héritage civil des dommages environnementaux en temps de guerre reste sous-traité. Les chercheurs du rapport appellent la communauté internationale à explorer les moyens d'accroître la protection et à améliorer les systèmes d'assistance environnementale et humanitaire post-conflit.

Le magazine international *Vice* explique aussi les enjeux de ces conséquences dans un article détaillé sur la catastrophe environnementale qui s'annonce en Syrie¹⁵ : *« Avant le début de la guerre en 2011, la grande majorité de l'industrie pharmaceutique syrienne était par exemple concentrée dans trois zones : Alep, Homs et la périphérie rurale de Damas, qui toutes trois ont été les épices de combats. Les frappes aériennes, qui incluent désormais les frappes russes en plus des attaques du régime et de la coalition menée par les Etats-Unis, pourraient continuer à répandre des polluants si elles sont dirigées vers des infrastructures comme des usines ou des centrales ».*

Même si la menace de la pollution par la production de pétrole à petite échelle de l'organisation Etat islamique et les destructions qu'elle mène, est moins que celle des incendies de puits de pétrole déclenchés pendant la première guerre du Golfe, PAX estime que les volumes de pétrole brut contiennent potentiellement plus substances nocives, constituant des *« polluants particulièrement problématiques pour le sol et l'eau »*. Pratiquement aucune des parties impliquées dans le conflit n'a émis d'inquiétude concernant l'impact environnemental à long terme des combats.

Le média *France-Irak*, un journal en ligne indépendant spécialisé sur l'actualité de la région, fait également état de nouveaux phénomènes météorologiques particulièrement préoccupants qui touchent la Syrie de façon extraordinaire et plus largement toute la région Moyen-

¹⁵ <https://news.vice.com/fr/article/une-autre-catastrophe-sannonce-en-syrie-elle-est-environnementale>

Orientale¹⁶ : « Il existe toutefois des théories scientifiques incriminant directement le conflit syrien pour expliquer l'augmentation de phénomènes météorologiques qui tend à évoluer de manière exponentielle jusqu'à la stabilisation du pays. C'est le cas notamment de l'augmentation du phénomène des tempêtes de sable au sein des territoires Moyen-Orientaux et des pays limitrophes de la Syrie. La guerre en Syrie a provoqué un véritable désastre humanitaire. Depuis 7 ans, la région a connu un changement majeur à cause d'une guerre qui perdure. Si les météorologues sont étonnés par la multiplication toujours plus importante des tempêtes de sable, pour certains d'entre eux, il ne fait aucun doute que la guerre est responsable. » Selon les estimations actuelles relatées par l'article, l'Irak pourrait connaître plus de 300 jours par an de tempêtes de sable d'ici 10 ans. Ces prévisions sont extrêmement inquiétantes pour les populations d'autant plus que le sable dans l'air entraîne la multiplication de maladies respiratoires. Les prévisions scientifiques sur l'état de l'environnement en Syrie sont également très alarmantes en ce qui concerne les lieux affectés par l'utilisation d'armes chimiques. Pour donner quelques chiffres, 1290 tonnes d'armes chimiques et de précurseurs ont été utilisés, et on trouve 23 installations de productions, mélange, stockage, de recherche et essais en Syrie, qui dispose de 1300 munitions (bombes, missiles et coquilles confondues)¹⁷.



Carte des géolocalisations des sites de production d'armes chimiques en Syrie

Les armes chimiques sont elles-mêmes triées par priorité de destruction, notamment dans trois catégories. La première catégorie, 'Priority I', regroupe les armes utilisant l'agent moutarde,

¹⁶ <http://www.france-irak-actualite.com/2018/01/la-guerre-en-syrie-responsable-de-la-multiplication-des-tempetes-de-sable-au-moyen-orient.html>

¹⁷ <https://www.genevaenvironmentnetwork.org/> : Syrian Chemical Weapons

précurseurs toxiques et les contenants vides de Gaz moutarde¹⁸. Le second groupe, 'Priority II', inclue tous les autres produits chimiques. Enfin, le groupe 'Priority III' englobe les contenants vides ayant été en contact avec ces produits chimiques. En ce qui concerne les plans d'action de traitement de ces nuisibles, les objets de la Priority I, sauf les conteneurs de gaz moutarde vides sont retirés de Syrie. La moutarde au soufre est traitée à bord du MV Cape Ray¹⁹ à l'aide de la technique la « Ready Reserve Force ». Il est généralement utilisé pour transporter des véhicules dans les zones de guerre pour les d'hydrolyse²⁰. Certains produits chimiques de la Priority I sont traités par l'entreprise Veolia et son service environnemental situé à Ellesmere Port, Chester au Royaume-Uni. Les effluents résultant du traitement sur Cape Ray sont ensuite incinérés à l'installation de traitement des armes chimiques de Munster en Allemagne. Les produits chimiques de Priority II sont transférés directement à une installation commerciale de destruction. Les substances de Priority III sont déplacées vers des navires de traitement et ensuite, vers des infrastructures industrielles spécialisées. L'isopropanol est directement détruit en Syrie. A cela, s'ajoutent d'importantes opérations de décontamination des sites et de gestion des émissions à effet retard. Il faut également mettre en place des cellules de crise capables d'accueillir les personnes victimes de ces produits chimiques mais aussi, de faire un point de communication pour rassurer les populations locales ou faire passer des directives de sécurité. Les moyens mêmes de destruction des produits chimiques sont particulièrement polluants : les produits doivent traverser les océans, solliciter de nombreux moyens de transport et la combustion ne peut être que nuisible aux pays d'accueil. D'un point de vue environnemental, la catastrophe écologique du conflit syrien dépasse les frontières du territoire et les bornes chronologiques de début et fin de guerre qui seront fixées à posteriori. États-Unis, mais a connu un coup de projecteur en participant, dans le cadre de la guerre civile syrienne, à la mission de l'Organisation des Nations unies visant à la destruction des armes chimiques du régime syrien.

¹⁸ Le gaz moutarde est un composé chimique cytotoxique et vésicant qui a la capacité de former de grandes vésicules sur la peau exposée.

¹⁹ Le MV Cape Ray (T-AKR-9679) est un navire de transport de la marine des États-Unis, plus précisément dans

²⁰ Une hydrolyse est une réaction chimique dans laquelle une liaison covalente est rompue par action d'une molécule d'eau.

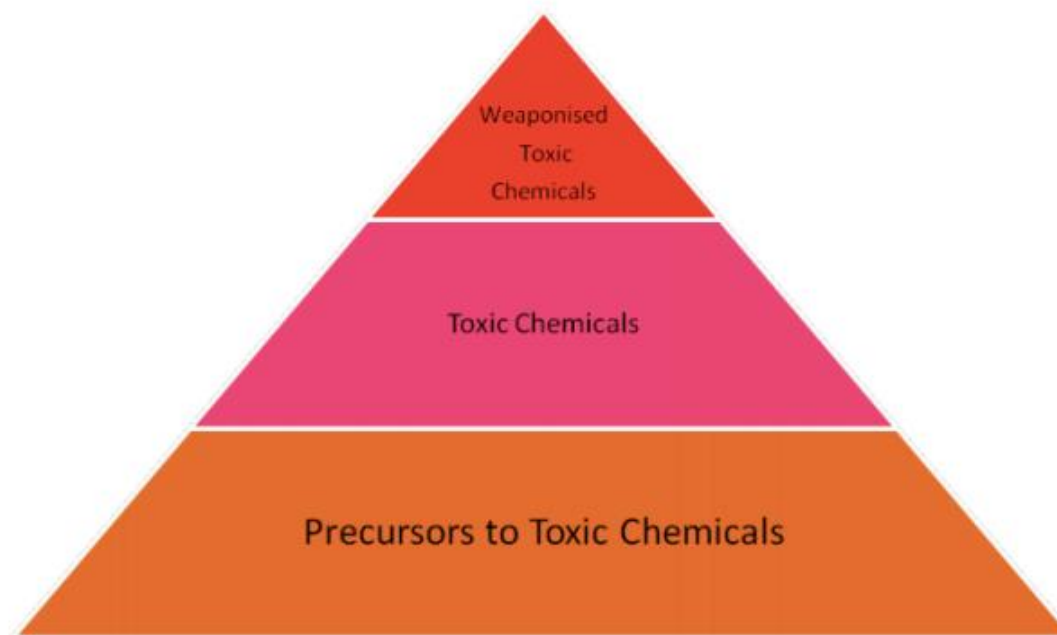


FIGURE 1: PRECURSORS, TOXIC CHEMICALS AND WEAPONISED CHEMICALS

c) Les maladies et problèmes de santé publique : des conséquences déjà visibles

Comme le rappelle *Mediapart*²¹, l'environnement conditionne la vie et la santé. La définition de la Cour internationale de justice le revendique à nouveau dans son avis du 8 juillet 1996 : « *L'environnement n'est pas une abstraction mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et de leur santé, y compris pour les générations à venir* ». L'article explique également que : « *lorsque l'environnement est blessé, malade ou détruit, alors ces blessures, ces maladies, ces destructions ont de multiples effets sur les êtres humains, pour les générations présentes et ici ou là dans le long terme pour les générations futures.* »

Un article du média *Le Matin*²² rappelle que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié de « *très préoccupante* » la situation sanitaire et de santé publique en Syrie. Même si l'organisation prévoit des programmes d'aide, ceux-ci pourraient être affectés par manque de moyens financiers : « *Les développements en cours (en Syrie) ont des effets très néfastes sur la santé publique, affectant négativement tous les programmes de santé (...)* Il y a des problèmes majeurs liés à la difficulté d'atteindre de larges secteurs de la société syrienne pour offrir des services de santé de base, allant des campagnes de vaccination à l'accès à l'eau potable », a déclaré mardi 17 mars 2015 Ala Alwan, un responsable de l'OMS, à Abu Dhabi, dont les propos ont été retranscrits dans l'article en question. Selon l'article, l'OMS a demandé des fonds supplémentaires à hauteur d'un milliard de pour l'aider dans sa tâche de secours aux Syriens mais aussi tout simplement, pour délivrer les services de santé nécessaires les plus primitifs : « *Plus de la moitié, soit 687 millions de dollars, sont nécessaires pour la seule Syrie. La guerre*

²¹ <https://blogs.mediapart.fr/lavieille/blog/290415/conflicts-armes-lamplour-des-atteintes-lenvironnement>

²² https://lematin.ma/express/2015/tragedie-sanitaire-en-syrie_l-oms--tres-preoccupee-/219920.html

civile, qui a fait plus de 215'000 morts et déplacé la moitié de la population, est entrée dimanche dernier dans sa 5e année sans perspective d'un règlement ». Ala Alwan explique qu'en plus du risque d'une propagation des maladies infectieuses, les maladies chroniques restent très répandues et donc très préoccupantes si celles-ci ne peuvent être traitées.

A titre de comparaison, la situation en Irak est également très inquiétante puisque près de 5 millions de personnes sont toujours en attente de soins. Ce constat prouve bien que les effets à court terme d'un tel conflit peuvent être appréhendés pour le cas Syrien si l'on se calque sur les conclusions tirées du conflit en Irak. « *Nous avons maintenant atteint un niveau où nous nous inquiétons d'être dans l'impossibilité de continuer à offrir nos services en raison de la rareté des financements* », a déclaré Ala Alwan. Et de prévenir : « *la propagation des maladies en Syrie et en Irak mettra en danger l'ensemble des pays* » du Moyen-Orient. L'éclatement de la collecte et de la gestion des déchets à la suite du conflit a conduit à l'accumulation de déchets ménagers et industriels solides, ce qui a accru la propagation des maladies transmissibles. Zwijnenburg, dans son article pour PAX, a comparé le mélange de débris répandu à travers les zones peuplées de la Syrie à ceux des attaques du 11 septembre à New York. Les premières personnes intervenues sur les lieux et celles qui ont creusé dans les décombres des tours du *World Trade Center* ont développé des problèmes de santé graves, dont des cancers. Il ajoute en commentaire : « *En Syrie, cela pourrait mener à une exposition à long terme à des particules toxiques qui font partie des débris du conflit, particulièrement les poussières fines, qui sont facilement inhalées* ».

Vice magazine explique que sur un plan à plus court terme, le système de gestion des déchets a déjà mené à l'irruption de maladies, dont le choléra. Les Syriens ont pris l'habitude de brûler leurs déchets, depuis un certain temps et bien avant le conflit, et cela est à l'origine de propagation de fumée toxique qui pourrait conduire à d'autres problèmes de santé. Zwijnenburg, explique qu'il faudrait lister les lieux représentant des dangers environnementaux : « *Nous sommes essentiellement à la recherche d'un organisme de contrôle international qui pourrait collecter toutes ces informations et les diffuser* », ajoute-t-il. Ces conséquences à court termes sur la santé publique ne sont pas uniquement liées aux problèmes environnementaux mais aussi, tout simplement, à la destruction des structures de soins et hôpitaux capables d'accueillir les populations. Les deux problèmes s'entretiennent l'un et l'autre rendant la crise environnementale encore plus difficile à gérer : les personnes malades ne peuvent être soignées, les épidémies ne peuvent être prises en charges, fragilisant les populations et donc leurs environnements respectifs et stimulant ainsi la propagation future de maladies et l'aggravation des problèmes de santé de chacun déjà existants. Le secteur de la santé souffre particulièrement des affrontements, selon les données de la Banque mondiale. Le Figaro explique ainsi le phénomène, à seulement cinq années de guerre²³ : « *L'organisation a étudié les conséquences de la guerre sur six villes : Alep, Der'a, Hama, Homs, Idlib et Latakia. Les bombardements y ont endommagé les infrastructures, coupé l'approvisionnement et vidé les services des professionnels de santé. Sur les 780 établissements recensés dans ces six villes, environ un tiers ont été endommagés. En 2015, l'étude relève une recrudescence des attaques menées contre les bâtiments médicaux. Sur tout le pays, près de 50% des hôpitaux ont été soit endommagés, soit détruits par les combats selon la Croix Rouge et l'Organisation mondiale de la santé.* » Le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenté d'adopter il y a deux ans la résolution 2286 visant

²³ <http://www.lefigaro.fr/international/2016/03/15/01003-20160315ARTFIG00003-syrie-apres-cinq-ans-de-guerre-tableau-d-un-pays-en-plein-chaos.php>

à faire dûment respecter les soins de santé, en vain. Les structures médicales et les soignants sont continuellement pris pour cible durant les affrontements. La Croix Rouge²⁴ relate ainsi les faits : « *La résolution 2286 du Conseil de sécurité, adoptée le 3 mai 2016, a reçu un très large soutien, signe que la communauté internationale reconnaît le droit de toute personne, en particulier dans les zones de conflit, de pouvoir accéder en toute sécurité aux soins de santé dont elle a besoin.* » Cela n'a malheureusement pas empêché la Croix Rouge d'enregistrer, dans le cadre d'une enquête, plusieurs centaines d'actes de violence à l'encontre de structures médicales ou de personnels de santé : « *L'utilisation de structures médicales par des porteurs d'armes, la violence dirigée contre les travailleurs de la santé (menaces, enlèvements, meurtres) et la destruction ou la fermeture de nombreux hôpitaux ont considérablement limité l'accès de milliers, voire de millions de personnes à des soins de santé appropriés.* » Le président de la Croix Rouge, Peter Maurer, s'exprime en ces termes en réaction à cette violence : « *Les attaques contre les structures médicales et les personnels de santé constituent une double tragédie (...) d'abord, parce qu'elles blessent et mutilent des patients et des soignants. Ensuite, parce qu'elles condamnent d'innombrables personnes dans la détresse à être privées de soins sur le long terme, brisant leurs espoirs de rétablissement.* » La résolution 2286 du Conseil de sécurité des Nations Unies témoigne d'un geste fort de la part de la communauté internationale en faveur de la protection des soins de santé, cependant, les engagements de principe ne sont pas encore effectifs et ne bénéficient pas aux personnels de santé qui acceptent encore d'intervenir sur le terrain. Comme nous l'avons vu, les infrastructures et le personnel liés à la santé sont des acteurs et des lieux clés dans la protection de l'environnement des êtres humains.

Plus récemment, des attaques chimiques ont eu lieu dans la région du Ghouta orientale, à proximité de Damas. Ces attaques ont été ordonnées par le régime de Bachar al-Assad sous prétexte de la présence de djihadistes sur place. En réalité, cette zone abritait des centres de soin et des hôpitaux et de nombreuses personnes, dont des centaines de femmes et enfants, ont été asphyxiés. Si les maladies respiratoires connaissent déjà à émerger, les décès par armes chimiques sont quant à eux déjà bien notables au sein du territoire depuis le début du conflit²⁵. Autre conséquence médicale du conflit dramatique, la destruction des infrastructures de soins de santé désormais dévastée en Syrie a entravé les programmes de vaccination, laissant des millions de citoyens vulnérables aux maladies évitables par la vaccination. Selon les estimations, la couverture vaccinale en Syrie est passée de 91% en 2010 à 45% dans certaines régions d'ici 2013, indiquant un effondrement rapide des systèmes de vaccination en temps de guerre. Sur les 1,8 million d'enfants syriens nés depuis le conflit, plus de 50% ne sont pas vaccinés. En conséquence, 36 cas de poliomyélite ont été officiellement signalés en Syrie après 15 ans d'éradication, dès les premières années du conflit²⁶. Bien que la province du nord-est de Deir Ez Zur, occupée par l'opposition, ait été l'épicentre de l'épidémie, des cas ont été signalés dans les zones rurales de Damas, d'Alep et d'autres régions. Le virus de la poliomyélite vit dans les eaux usées, l'eau et les aliments contaminés. En Syrie, les eaux d'égout brutes sont

²⁴ <https://www.icrc.org/fr/document/chaque-semaine-des-personnels-de-sante-sont-pris-pour-cible>

²⁵ http://www.tamtanguinee.com/fichiers/videos2.php?langue=fr&idc=fr_Attaque_chimique_presumee_en_Syrie__les_divergences_a_l__ONU_

²⁶ <https://www.reuters.com/article/us-syria-who-vaccines/who-says-attack-on-syria-vaccine-store-leaves-children-at-risk-idUSKBN1CI302>

directement pompées dans l'Euphrate²⁷, qui fournit de l'eau potable et de lavage aux villages et la chloration pour décontaminer l'eau a été interrompue depuis 2012. Plusieurs sources relatent que la souche de la poliomyélite en Syrie a été liée au poliovirus sauvage 1 (PVS1) du Pakistan, qui aurait été introduit en Syrie par des combattants djihadistes pakistanais. La même souche a été détectée dans les eaux usées du Caire en décembre 2012 et dans les eaux usées en Israël et en Cisjordanie peu après, sans aucun cas clinique grâce aux taux élevés de vaccination dans ces zones. Le PVS1 peut se propager facilement et sans être détectable, avec seulement une personne sur 200 infectée non vaccinée développant une paralysie flasque aiguë. L'OMS estime que plus de 7 600 Syriens sont actuellement infectés, car la poliomyélite se développe dans des conditions insalubres et surpeuplées et chez les enfants souffrant de malnutrition²⁸. En réponse à cette épidémie, la plus grande campagne de vaccination de l'histoire de la région a permis de vacciner plus de 2,7 millions d'enfants syriens et 23 millions dans les pays voisins. Néanmoins, la migration constante de la population, le manque de mécanismes de surveillance précis et les sites assiégés qui restent hors d'atteinte de la vaccination menacent le succès de cette campagne. Alors que des cas doivent encore être signalés au Liban et en Jordanie, l'Irak a confirmé le premier cas de poliomyélite, après une interruption de 14 ans, dans le nord de Bagdad²⁹. Cette épidémie de poliomyélite a attiré l'attention internationale sur la gravité de la crise sanitaire en Syrie et sur l'importance de relancer les campagnes d'éradication dans les pays endémiques d'Afghanistan, du Pakistan et du Nigeria pour prévenir la récurrence de telles épidémies. Comme le montrent les articles sur lesquels se basent cette analyse, la poliomyélite en Syrie a été déclarée une urgence de santé publique qui nécessite des efforts internationaux et la solidarité pour prévenir une épidémie mondiale. L'entrave aux efforts de vaccination a également contribué à la propagation d'autres maladies évitables par la vaccination, telles que la rougeole. La surpopulation, les conditions insalubres et la transmissibilité efficace de la rougeole rendent la population syrienne très vulnérable à l'infection et à la propagation de l'infection. La rougeole a balayé la Syrie, y compris Alep et les régions du nord, avec plus de 7.000 cas confirmés. Cette épidémie n'a pas épargné les réfugiés dans les pays voisins, même parmi les populations fortement vaccinées. En Jordanie, 24 cas de rougeole ont été signalés en 2012, tandis que plus de 200 cas ont été signalés en 2013. Au Liban, neuf cas de rougeole déclarés en 2012 sont passés à 1 760 en 2013, dont seulement 13,2% chez les réfugiés syriens³⁰. Le taux croissant d'infection parmi les ressortissants libanais révèle comment les conditions de troubles ont exploité les insuffisances de la couverture vaccinale contre la rougeole au Liban pour contribuer à une crise régionale. En réponse, le ministère libanais de la Santé publique a lancé une campagne nationale de vaccination en avril 2014 avec plus de 4 200 volontaires formés administrant des vaccins contre la poliomyélite, la rougeole et la rubéole. Alors que des campagnes de vaccination en cours ont tenté de lutter contre cette épidémie, des défis continuent d'empêcher une couverture adéquate. Contrairement au vaccin contre la poliomyélite, qui est relativement facile à transporter et administré par voie orale, le vaccin anti-rougeole doit rester réfrigéré et administré par injection, ce qui représente un défi pour les travailleurs humanitaires qui tentent d'atteindre les populations vulnérables. Bien que les

²⁷ L'Euphrate est une rivière d'Asie de 2 780 km de long. Il forme avec le Tigre dans sa partie basse la Mésopotamie, l'un des berceaux de la civilisation.

²⁸ <http://www.who.int/csr/don/13-June-2017-polio-syrian-arab-republic/fr/>

²⁹ <https://news.un.org/fr/story/2016/10/346402-iraq-lunicef-et-loms-sunissent-pour-eradiquer-la-polio71>
<http://www.who.int/mediacentre/commentaries/war-cost/fr/>

³⁰ <http://www.slate.fr/story/80715/polio>

campagnes de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite continuent d'être administrées à des millions d'adultes et d'enfants en Syrie³¹ et dans la région environnante, la guerre civile en cours limite l'accès à des districts entiers, menace la vie des volontaires et entrave les efforts de répression de la crise humanitaire en cours, qui par sa gravité sociale, menace l'environnement syrien et sa population.

II- LA GESTION PROSPECTIVE DE L'ENVIRONNEMENT POST-CONFLIT

a) Appréhender à la crise agricole à venir

S'il est difficile de prévoir à long termes les effets du conflit Syrien sur la sphère environnementale du territoire, on peut toutefois appréhender certains phénomènes à court et moyen termes, notamment grâce aux exemples des conflits Afghans et Irakiens étudiés par le passé. Dans un premier temps, et une fois le conflit terminé, le premier enjeu pour l'environnement et les Syriens va être celui de l'alimentation et plus précisément de l'agriculture. Nous avons vu que la guerre en Afghanistan a laissé derrière elle de nombreuses terres autrefois cultivées et cultivables devenues arides à cause des affrontements et des actes de malveillance comme le détournement des eaux. La Syrie n'échappe pas à ces problématiques qui sont en train de façonner l'assise d'une crise agricole sans précédent sur l'ensemble du territoire. Déjà en 2010, la sécheresse avait énormément fragilisé le secteur agricole. 85% du bétail avait péri dans l'est du pays et 500.000 personnes avait quitté la région, ce qui représente la plus grande migration en interne depuis 1920. A cela s'ajoute des déficits de pluviosité : à partir d'images satellites, le Programme alimentaire mondial (PAM)³² a démontré en avril 2014 que le cumul des pluies de septembre 2013 à mi-février 2014 s'est établi à moins de la moitié de la moyenne constatée sur plusieurs années.

Le média *Géopolis*³³, l'antenne géopolitique en ligne de *France TV Info*, explique que « *Les données concernant les précipitations montrent une forte dégradation de l'implantation des végétaux, en particulier dans le nord et le nord-est du pays, dans les provinces d'Alep et de Hasakah. Avant la guerre, ces deux provinces représentaient à elles seules plus de la moitié de la production de blé de la Syrie. D'une manière générale, les régions agricoles produisaient outre du blé, des pommes de terre, des betteraves à sucre et de l'orge. Dans son étude, le PAM indique par ailleurs que ce phénomène de sécheresse (qui touche également le Liban) est amplifié par un défaut d'entretien des systèmes et des infrastructures d'irrigation (construits par les Soviétiques dans les années 70 en raison du conflit. La superficie cultivée avait augmenté de plus de 50% depuis 1970, principalement en raison de l'utilisation plus efficace des méthodes d'irrigation.* »

Un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de l'ONU³⁴ explique que malgré les sept années de crise en Syrie, l'agriculture reste un élément clé de l'économie. Le secteur représente encore « *environ 26% du produit intérieur brut (PIB) ainsi qu'un filet de sécurité essentiel pour les 6,7 millions de Syriens - y compris les déplacés internes - qui sont encore dans les zones rurales* ». Ce rapport reconnaît toutefois que l'agriculture et les moyens de subsistance qui en dépendent ont subi des pertes massives :

³¹ <http://www.who.int/csr/don/13-June-2017-polio-syrian-arab-republic/fr/>

³² <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp263930.pdf>

³³ <http://geopolis.francetvinfo.fr/l'impact-de-la-guerre-et-de-la-secheresse-sur-le-secteur-agricole-en-syrie-34177>

³⁴ <http://www.fao.org/3/b-i7081e.pdf>

aujourd'hui, la production alimentaire atteint un niveau record et près de la moitié de la population restante en Syrie est incapable de satisfaire ses besoins alimentaires quotidiens. Dans ce contexte, la FAO a réalisé la première évaluation nationale complète du coût de la guerre pour le secteur de l'agriculture. L'évaluation a interrogé plus de 3 500 ménages et mené des groupes ciblés sur plus de 380 communautés pour établir l'impact et mieux comprendre le type de soutien requis pour démarrer la relance. Les résultats de cette enquête de l'ONU ont révélé que 16 milliards de dollars ont été perdus en termes de production, ainsi que des actifs et des infrastructures endommagés et détruits dans le secteur agricole³⁵. L'évaluation estime également que, selon le scénario, entre 11 et 17 milliards de dollars seraient nécessaires pour relancer le redressement du secteur agricole. L'ONU se veut toutefois optimiste, et ajoute que même si la crise n'est pas terminée, les conditions pour investir dans le redressement du secteur sont présentes dans de nombreuses régions du pays : de tels investissements réduiront non seulement le besoin d'aide humanitaire, mais aussi les migrations et encourageront le retour des migrants. Si les zones agricoles productives sont négligées, davantage de personnes seront forcées de quitter les zones rurales déjà dépeuplées, rendant la récupération plus difficile, plus longue et plus coûteuse à réaliser. Selon l'institution, il revient à la communauté internationale de commencer à chercher de nouvelles solutions pour reconstruire les moyens de subsistance en période de crise. Malgré le potentiel de l'agriculture à faire face à la disponibilité croissante de la nourriture et aux contraintes d'accès, très peu d'argent a été investi pour soutenir le secteur. L'absence de soutien adéquat continuera d'exacerber l'insécurité alimentaire et de compromettre de manière irréversible les moyens de subsistance basés sur l'agriculture. L'enjeu de cette crise agricole est la prévention d'une crise migratoire. Pour ce faire, et selon les études de l'ONU, les personnes sondées proposent et demandent des solutions de réapprovisionnement. Le site de la FAO³⁶ explique que « *Près de 95 pour cent des communautés interrogées ont indiqué que si elles recevaient une aide agricole basique comme des semences, de l'engrais et du carburant pour faire fonctionner les pompes à irrigation, cela contribuerait à réduire le nombre de personnes qui choisissent de quitter la campagne pour trouver d'autres opportunités ailleurs et encouragerait le retour des migrants et des déplacés internes. Ainsi, plus de 75% des ménages en milieu rural continuent de cultiver leur propre nourriture, même à très petite échelle, et près de 60% des ménages ont indiqué que le manque d'engrais était l'un des facteurs les plus contraignants lorsqu'il s'agit d'assurer la pérennité de leurs cultures telles que le blé, l'orge, les légumes ou encore les légumineuses. Le manque de carburant, les invasions de ravageurs, les foyers de maladies et la destruction des systèmes d'irrigation et des points d'eau pour le bétail font également partie des principales contraintes.* » Depuis 2011, ce sont les chiffres concernant la possession de bétail par ménage qui montrent une baisse flagrante des activités. Les investissements alimentaires (achats directs d'aliments) sont en net hausse par rapport aux investissements initialement injectés dans le secteur de l'agriculture : les syriens ne peuvent plus produire eux-mêmes et dépendent désormais des produits finis. Dans son article, la FAO explique le phénomène ainsi : « *Avant la crise, près de 25 pour cent des ménages dépensaient plus que leurs revenus annuels dans la nourriture. Au cours de l'étude, en septembre 2016, 90 pour cent des ménages ont indiqué dépenser plus de la moitié de leurs revenus annuels dans la nourriture. En 2016, la population rurale a chuté de plus de moitié par rapport à 2011.* » On estime le coût de la reconstruction du milieu agricole pour les trois années à venir 10,7 et 17,1

³⁵ <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1012112>

³⁶ <http://www.fao.org/news/story/fr/item/878285/icode/>

milliards de dollars au total, dans l'éventualité où le conflit toucherait à sa fin et où la Syrie parviendrait à retrouver un semblant de stabilité.

Le rapport de l'ONU prévoit plusieurs plans d'action en fonction de chacun des scénarios possibles. La FAO explique avoir interrogé les foyers ruraux sur leurs besoins concernant la relance de l'activité agricole, et ils semblent être unanimes : l'engrais, des semences et les médicaments vétérinaires pour leur bétail sont des avoirs nécessaires auxquels ils ne peuvent plus prétendre aujourd'hui. Ces nécessités doivent être accordées par l'aide internationale, tant il est difficile de prévoir quelles seront les mesures prises par le prochain gouvernement syrien pour rétablir son économie et son écologie. Des aides au crédit, à la transformation, à la commercialisation et sur les outils nécessaires à la réparation des infrastructures d'irrigation doivent venir en second plan. Jusqu'à présent, les investissements dans ces secteurs ont été largement insuffisants, si tant est que l'on puisse réellement parler d'investissements : *« Le rapport de l'ONU indique que si les zones agricoles productives continuent d'être négligées, de plus en plus de personnes seront forcées de quitter les zones rurales et la Syrie risquerait d'émerger du conflit avec une production alimentaire commerciale et une structure agricole au bord de l'effondrement. Cette évaluation des experts et scientifiques missionnés par l'ONU s'est déroulée en août et en septembre 2016. Les groupes de discussion et les ménages interrogés sont issus de chaque région du pays et comprennent des hommes et des femmes. »*

b) Anticiper le risque politique : un défi environnemental institutionnel

Envisager la reconstruction de la Syrie post-conflit à travers le prisme environnemental, c'est aussi envisager l'avenir politique du pays. Le futur écologique de la Syrie dépendra du régime en place et de sa capacité ou non à produire des politiques environnementales adaptées, et de sa volonté ou non de développer un comportement responsable face à ces problématiques. En effet, jusqu'à présent, beaucoup de pays du Moyen-Orient ne disposent pas d'organismes compétents chargés de la production de politiques environnementales nationales, ou alors, ces institutions restent purement superficielles et n'organisent aucun travail de fond pour répondre à leurs devoirs, si ce n'est se donner bonne figure face à la communauté internationale en instaurant par exemple un ministère de l'environnement comme c'est le cas en Afghanistan. Cela s'explique par plusieurs phénomènes : les conditions climatiques particulièrement difficiles dans la zone moyen-orientale, les problèmes sociaux jugés prioritaires qui font passer l'écologie pour un problème de forme, et enfin, un phénomène culturel et religieux qui est l'opposition face à l'effort environnemental de l'islam.

Le journaliste indépendant, Claude-Marie Vadrot, spécialiste des pays en proie à des conflits et des questions d'écologie, ancien chargé de cours au département de géographie de l'Université de Paris 8 explique cette position en prenant l'exemple de l'Irak, dans son ouvrage *Guerres et Environnement : panorama des paysages et écosystèmes bouleversés* : *« Au sortir d'un dernier conflit, au cœur des affrontements internes, l'écologie et la protection de l'environnement ne relèvent en Irak que de rares initiatives individuelles ou parfois tribales, quand il n'y a pas plus urgent à entreprendre pour survivre. De toute façon, comme un malheur ne vient jamais seul, l'expansion du fondamentalisme chiïte, phénomène observé ailleurs y compris en Algérie chez les islamistes, s'oppose à toute réflexion sur l'écologie, laquelle, pour des raisons qui échappent à l'auteur de ces lignes, serait contraire au Coran et à la volonté de Dieu. En Algérie, dans les années 90, durant les assauts islamistes, des journalistes spécialisés en écologie ont payé de leur vie le fait de ne pas avoir respecté cette interdiction d'interférer dans*

les problèmes de la nature et de l'environnement. Et cette incompatibilité a été soulignée par les talibans en Afghanistan. » Le défi est donc double : à la fois, il faut parvenir à intégrer les problématiques environnementales à la politique nationale de la Syrie une fois celle-ci stabilisée à plusieurs échelles, de manière urgente pour reconstruire et de façon plus permanente pour perdurer, et en même temps, il faut rééduquer les populations locales majoritairement musulmanes à qui l'on aurait appris cette doctrine de non-intervention face à l'écologie et l'environnement. Cependant, l'avenir politique du pays reste particulièrement incertain : le conflit est loin d'être déterminé, le pays n'est pas stabilisé, le gouvernement de Bachar al Assad contrôle toujours une partie du territoire et tente de repousser les rebelles qui n'ont pas encore déclaré forfait. En parallèle, même si la présence de l'Etat Islamique s'affaiblit considérablement dans la région, on ne peut pas pour autant écarter cette menace qui existe encore et tente toujours de se manifester au travers d'attentats impliquant parfois des armes chimiques.

Si le gouvernement al Assad n'était déjà pas très impliqué au sein des pratiques écologiques et environnementales avant le conflit, les actions effectuées ces derniers mois confirment un manque de vision sur le long terme de la part du Président qui pourrait bien rester au pouvoir après la fin des affrontements. Parmi ces manœuvres, on peut notamment citer le fait que Bachar al Assad et son armée ont pris la décision de pratiquer la politique de la terre brûlée, comme décrit précédemment pour les conflits du XXe siècle, dans la région du Ghouta orientale, où plus de 300 morts sont à déplorer suite aux bombardements. Le chef de la Syrie justifie ces actes par la présence de rebelles djihadistes sur place qu'il faut neutraliser. En réalité, ce sont les hôpitaux qui sont le plus touchés, et la présence de Damas à quelques kilomètres de cette région fait de la zone un espace du risque qu'il va falloir encadrer dans les années à venir.



Crédit Photo: Idlib dévastée par les bombes du régime d'Assad. Ici, ce qu'il reste de l'hôpital parrainé par Médecins sans frontières. DR.

Du point de vue la communauté internationale, les avis s'opposent. Si les Etats-Unis envisagent un maintien du régime actuel après le conflit, l'Union Européenne, quant à elle, se

positionne fermement en faveur d'une éviction du gouvernement en place³⁷. Lors d'une réunion des 28 pays membres au début de l'année 2017, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bert Koenders, a déclaré : « *Nous avons toujours la même position, je ne pense pas qu'il y ait un avenir pour Assad, mais c'est au peuple syrien de décider* ». Cette position de l'Union Européenne est porteuse d'espoir pour l'avenir de la Syrie puisqu'elle suggère que la communauté internationale ne soutiendra plus Bachar al Assad s'il devait rester président et peut donc influencer indirectement le peuple Syrien à élire une personnalité plus intégrée au dialogue international, et donc, plus enclin à se plier aux normes environnementales internationales en vigueur et aux recommandations des conclusions des différents sommets qui ont eu lieu avec pour sujet le changement climatique tels que la COP21 dont a résulté l'accord de Paris en 2015. C'est dans ce contexte qu'il faut donc régler la question de la reconstruction, qui implique des acteurs aux agendas politiques et économiques très divers voire contradictoires. Les coûts de la reconstruction de la Syrie sont actuellement estimés à environ 350 milliards de dollars. La Fondation pour la Recherche Stratégique³⁸, dans son article de Janvier 2018 intitulé « La question de la Reconstruction en Syrie, enjeux et dynamiques », voit ainsi les choses : « *Si Assad devait rester au pouvoir, la reconstruction serait un moyen pour lui et ses proches ainsi que les hommes d'affaires liés à son régime, de consolider les pouvoirs déjà acquis et d'asseoir de nouveau leur domination politique et économique. Pour ce faire, ils espèrent tout de même pouvoir disposer largement de nouveaux capitaux, ce qui les aiderait aussi à éliminer les dernières poches de dissidence. Ce processus renforcerait en outre les politiques néolibérales d'un régime qui, fortement endetté, n'a pas la capacité de financer par lui-même la reconstruction.* »

En même temps, les Etats alliés du régime syrien, en particulier la Russie et l'Iran, mais aussi la Chine, semblent être des partenaires privilégiés pour profiter économiquement de la reconstruction. Pour le gouvernement syrien, la situation est on ne peut plus claire : si les entreprises américaines et européennes souhaitent également participer au processus, celles-ci doivent d'abord demander à leurs gouvernements respectifs de présenter des excuses officielles pour avoir soutenu l'opposition. L'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie ne font pas exception à cette règle diplomatique majeure³⁹. La reconstruction du territoire semble donc être un processus déjà convoité mais le prisme environnemental devra se soumettre aux décisions des acteurs internationaux intégrés au phénomène mais également aux élections internes du pays. Rien n'est donc plus incertain que l'avenir environnemental de la Syrie.

c) La gestion future des déchets : une nécessité régionale

Au Moyen-Orient et en Syrie comme ailleurs, La gestion municipale des ordures ménagères ou des déchets solides indique généralement de manière très simple l'état des relations entre pouvoirs publics et citoyens. La crise du ramassage des poubelles qui a récemment frappé le Liban⁴⁰, par exemple, a provoqué de nombreuses manifestations à l'échelle nationale. Cette crise est le reflet des politiques publiques génératrices de lien social entre l'État et les citoyens.

³⁷ http://www.lepoint.fr/monde/bachar-el-assad-ne-fait-pas-partie-de-l-avenir-de-la-syrie-pour-l-union-europeenne-03-04-2017-2116827_24.php

³⁸ <https://www.frstrategie.org/web/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/22.pdf>

³⁹ <https://npa2009.org/idees/international/quel-avenir-pour-la-syrie>

⁴⁰ https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/08/20/la-crise-des-dechets-symbole-d-un-liban-deliquest_4731319_3218.html

En réalité, tout ne se résume pas à ce service public en tant que tel. On peut prendre l'exemple du Liban qui a traversé une crise des déchets ces dernières années : cette crise n'est pas technique, elle est d'abord politique. Selon les différents rapports disponibles, il semblerait qu'il n'existe aucune volonté de prendre le problème à bras le corps de la part des acteurs politiques nationaux compétents. La situation est principalement due à une faillite des institutions de l'État et à l'absence de décision au sein du gouvernement. D'autre part, le pays semble se heurter aux intérêts particuliers d'une foule d'acteurs politiques, ce qui interdit toute solution. Si l'on prend l'exemple du Maroc⁴¹, la réforme menée s'est déployée au cours des dix dernières années. Elle s'est appuyée sur des partenariats public-privé et s'est attachée en particulier à améliorer les conditions de travail et le quotidien des catégories de population vulnérables qui survivaient en ramassant des déchets. Avant le lancement du programme de réforme, les décharges étaient très mal gérées. Les villes marocaines étaient traversées par des fleuves chargés de substances toxiques et déversant ces effluents dans l'Atlantique. Les ramasseurs de déchets — des hommes et des femmes, enfants et adultes — tentaient de gagner leur vie en triant les détritiques des autres et en se disputant souvent des prises de choix dans les décharges non réglementées, sans aucune protection.

Le site de la Banque Mondiale⁴² explique que : « *Le gouvernement marocain collabore depuis plus de dix ans avec la Banque mondiale dans le cadre de son Programme national des déchets ménagers et a ainsi pu bénéficier de quatre prêts à l'appui des politiques de développement pour la gestion des déchets solides. Ce programme vise à améliorer le taux de collecte et de recyclage de matériaux issus des ordures ménagères (l'objectif est de parvenir à 20 % en 2022, alors que le taux est de 5 % aujourd'hui), tout en améliorant les conditions de travail des ramasseurs de déchets.* » Même si les objectifs n'ont pas été atteints par le pays⁴³, l'effort portait d'un élan public qui décide de mutualiser ses efforts avec les compagnies privées. En plus d'intégrer des intérêts économiques à cette solution, le gouvernement se dote d'une politique de réponse face à un problème environnemental urgent : la gestion des déchets. Idéalement, il serait intéressant de dupliquer ce procédé à la Syrie lorsque celle-ci aura amorcé sa phase de reconstruction. Si les déchets chimiques ont nécessité un traitement spécial, une énorme quantité de déchets civils ont été laissés à l'abandon toutes ces années et doivent être traités de la même façon. Ainsi, il sera alors possible de restaurer des espaces agricoles devenus de décharges et de relancer la production de céréales dans certaines zones. Le processus peut également venir d'initiatives citoyennes. Si cela semble impossible à première vue pour les raisons culturelles développées précédemment, il semblerait que le phénomène pourrait toutefois s'importer depuis l'extérieur grâce à l'influence de proximité d'autres pays qui abritent ce type de projet. Au Liban, par exemple, la gestion des déchets a d'abord été amorcée par la mobilisation citoyenne. A l'origine de ces actions, l'afflux de plus d'un million de réfugiés syrien qui n'a fait qu'augmenter les pressions sur les pouvoirs locaux, se voyant ainsi dans l'obligation d'assumer des services publics continus en dépit des faibles ressources dont ils disposent. Le site de la Banque Mondiale explique encore que : « *Cette conjoncture a fait émerger un mouvement de jeunes⁴⁴ qui opèrent sur le net sous le hashtag #YouStink, et qui veut*

⁴¹ <http://www.oecd.org/mena/governance/accompagner-les-reformes-de-la-gouvernance-locale-au-maroc.pdf>

⁴² <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/03/14/waste-management-key-to-regaining-public-trust-arab-world>

⁴³ <https://www.usinenouvelle.com/article/gestion-des-dechets-au-maroc-1-5-seulement-48-des-objectifs-2015-atteints-a-ce-jour.N444737>

⁴⁴ <http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/youstink-environmental-youth-movement-lebanon>

sensibiliser le grand public et militer auprès des responsables politiques afin de les convaincre de changer un système dont le modèle n'a pas évolué depuis des années. L'un de ces militants, Paul Abi Rached, résume la situation en ces termes : « Nous sommes convaincus que tous les éléments d'une solution sont réunis. Il faut simplement que toutes les parties concernées abandonnent marchandages, monopoles et hypercentralisation afin que les Libanais éprouvent à nouveau de la fierté pour leur pays. »

A plus forte raison, la crise écologique syrienne n'a pas de frontière et s'exporte bien au-delà de son territoire. Les millions de déplacés et réfugiés syriens notamment au Liban nécessitent la mise en place d'infrastructures adaptées capables de gérer les déchets du quotidien et l'impact environnemental de ces personnes. La gestion de déchets reste un problème majeur qu'il faut gérer dès aujourd'hui mais qu'il faudra aussi prendre en compte suite à la fin du conflit en dehors de la Syrie.

L'Agence Française de Développement (AFD) fait notamment part d'un projet⁴⁵ de gestion des déchets dans douze municipalités locales affectées par la crise syrienne par des ONG libanaises en décrivant ainsi le contexte de cette mission : *« La crise syrienne a entraîné l'exil de plus de trois millions de réfugiés vers les pays voisins, selon le HCR, et principalement au Liban, en Turquie et en Jordanie, exacerbant les vulnérabilités existantes, notamment au Liban et en Jordanie. Cet afflux massif a des répercussions économiques immédiates pour les populations hôtes. Dans les deux pays, la surexploitation des ressources économiques et la saturation des services publics locaux font craindre une exacerbation des tensions communautaires, accentuées par la perception que l'aide internationale est destinée majoritairement aux réfugiés. Pour participer à l'amélioration des conditions de vie des réfugiés syriens et de leurs communautés d'accueil, et à la suite d'un appel à propositions lancé fin 2013, l'AFD finance quatre projets d'ONG au Liban pour un montant total de trois millions d'euros. Ces projets impliquent 26 municipalités et dix ONG libanaises et françaises. Les financements accompagnent des ONG déjà mobilisées sur ces territoires, possédant un ancrage et une expertise forte, en leur donnant les moyens de mieux répondre à la demande accrue du fait de la crise. Les projets associent les différents acteurs publics locaux afin d'en garantir leur appropriation. Ils s'appuient sur une méthode de concertation et de participation des populations locales permettant une prise en charge, des populations réfugiées comme des populations hôtes, contribuant ainsi activement à la réduction des sources de tensions entre communautés. Les interventions sont ciblées dans des quartiers (en zone urbaine) ou des villages (en zone rurale). Ce projet est mené dans le cadre de la Facilité ONG Liban – Jordanie en réponse à la crise syrienne. »* Ce projet passe par un plan d'action en plusieurs étapes.

Dans un premier temps, il s'agit de renforcer la résilience du service de collecte et de stockage des déchets dans 12 municipalités par l'installation de bennes de tri et de points de collecte, l'acquisition de véhicules de collecte, l'aménagement et l'équipement de centres de préparation au recyclage, la collecte des déchets recyclables (papier, carton, plastique, métal) et leur vente à des usines de recyclage. Ensuite, est prévue la mise en place des activités de sensibilisation, de concertation et de formation des acteurs municipaux et privés, ainsi que des habitants. Enfin, un manuel pour le tri et le recyclage des déchets ménagers sera distribué aux ministères concernés et aux municipalités du Liban. L'exemple du Liban est particulièrement pertinent puisqu'il expose de nombreux phénomènes pouvant s'appliquer en Syrie et partout ailleurs : d'abord, une mauvaise gestion écologique des espaces municipaux et nationaux est à l'origine

⁴⁵ <http://www.afd.fr/fr/une-meilleure-gestion-des-dechets-dans-douze-municipalites-affectees-par-la-crise-syrienne>

de graves problèmes sociaux plus profonds. Plus une ville investit dans ses services publics tels que le ramassage des déchets, plus les habitants parviennent à vivre ensemble. L'éducation sociale et l'éducation environnementale vont de pair et ne peuvent être prises séparément : comment peut-on respecter son environnement si l'on n'est pas capable de respecter son propre voisin ?

L'AFD et les ONG libanaises ont bien compris ce lien de cause à effet et ont visé juste en mettant un plan d'action basé sur la gestion des déchets. Cet élément devra être une priorité absolue pour les communes syriennes dès la fin du conflit. Ensuite, cet exemple souligne la simplicité à mettre en place un tel processus. Les ramassages peuvent être effectués par des ONG conventionnés par des acteurs internationaux et la partie la plus importante du travail réside dans un travail de prévention. Il s'agit d'éduquer les populations locales pour qu'elles puissent agir à leur échelle. Cela implique bien entendu que le gouvernement syrien autorise la présence d'ONG sur le terrain et ne fasse pas blocage à la fin du conflit. Le gouvernement devra d'ailleurs travailler main dans la main avec ses acteurs humanitaires, les entreprises privées capables d'investir les lieux d'usines à recycler et les populations locales qui devront se sentir impliquées et responsabilisées dès le début du processus. La gestion des déchets civils constitue un premier pas vers la sensibilisation à l'environnement et au rétablissement du bien-être et des mesures d'hygiène primaires des populations dans les villes syriennes.

CONCLUSION

Il est vrai que la guerre en Syrie n'est pas terminée. Il est également vrai que la zone Moyen-Orientale et Asie mineure n'est pas entièrement stabilisée et qu'elle risque de se heurter à de nouveaux conflits notamment suite aux montées des groupes terroristes dans la région. Cependant, cela ne rend pas moins urgent le problème des crises environnementales qui se préparent, et celles qui implosent déjà.

Le cas syrien est, comme nous l'avons vu précédemment, particulièrement préoccupant : l'apparition de maladies que l'on croyait disparues, les pertes de terres agricoles, la gestion des déchets chimiques et toxiques, la sécheresse... Il serait dangereux de croire qu'il ne s'agit que d'un problème local et qui, par conséquent, n'aurait pas sa place au sein des problématiques internationales concernant l'environnement. La crise des réfugiés et les centaines de milliers de personnes déplacées dans les pays voisins provoquent déjà de nombreux cas de figures relativement problématiques qui nécessitent de revoir entièrement les normes environnementales de l'ensemble de la région.

C'est le cas du Liban, qui, en devant accueillir les réfugiés syriens, s'est rendu compte de l'urgence et de la nécessité d'optimiser les services publics de gestion des déchets par exemple. Les problèmes démographiques et sociaux ne peuvent pas se heurter à ces mesures puisqu'ils ne feront que creuser les clivages s'ils continuent à être ignorés par les différents gouvernements en place.

En Syrie, ce ne sera bien entendu, probablement pas la priorité. Le problème devra toutefois se poser à très court terme puisque l'initiative citoyenne devra être de mise pour parvenir à nettoyer et décontaminer le territoire des squelettes de plastique et de fer rejetés par la guerre.

La crise environnementale qui s'annonce en Syrie à la suite de ces sept années de conflit est une crise majeure qui menace directement la stabilité du pays dès lors qu'il sera officiellement déserté par les troupes occidentales, russes et turques, et lorsque la paix sera prononcée.

Elle doit être prévue en amont, en sollicitant notamment toute l'aide internationale possible et en intégrant nécessairement la Syrie dans les processus écologiques internationaux grâce aux outils mis en place lors des différents sommets et conventions depuis Rio 1992.

Cela implique un changement de régime, moins hostile à l'environnement et plus modéré en termes de législations religieuses. Cela passe également par l'éducation des populations locales aux pratiques écologiques quotidiennes qui ne requièrent pas plus d'implication qu'une simple gestion du foyer au cas par cas. A défaut de pouvoir organiser et mettre en place des services publics capables de décontaminer efficacement le territoire et de gérer sur le long terme les systèmes de tri et de recyclage, il est nécessaire de faire appel, a minima, à une aide humanitaire compétente.

Encore une fois, cela ne peut se faire sans l'aval du gouvernement en place qui doit nécessairement accepter cette présence indispensable à la gestion de cette catastrophe environnementale. Les services de soin et les hôpitaux doivent être reconstruits, pour permettre notamment les vaccinations obligatoires et de ce fait éviter de graves problèmes sanitaires régionaux par la propagation de virus contagieux. Les personnes touchées par les gaz toxiques et les armes chimiques doivent également être prises en charge de manière urgente.

Si ces services minimaux et indispensables sont rétablis, la Syrie pourra alors éviter une poursuite de l'exode vers les pays voisins et européens qui ne fait qu'exporter le problème au-delà de ses frontières initiales. La crise environnementale liée au conflit syrien doit être gérée à la fois localement, régionalement et à l'aide d'une coalition internationale prête à tourner la page sur les actes de guerre pour permettre à l'environnement d'y survivre, à défaut d'avoir pu sauver les milliers de civils qui ont perdu la vie durant les affrontements, et ceux qui la perdront encore dans les semaines à venir, faute de soins et de services adaptés.

Mathilde Jové est étudiante en Défense & Sécurité (Institut de Relations Internationales et Stratégiques - IRIS) et Affaires Européennes, (Institut des Etudes Européennes - IEE - Paris VIII)